

ECHO DU SNU



Bimensuel d'informations du système des Nations Unies au Tchad

Novembre - Décembre 2021





Ce bulletin bimestriel d'informations du système des Nations Unies (SNU) est réalisé grâce à la supervision directe de:

-M. Papa Kysma Sylla

-M. Jacques Boyer

Tous deux respectivement Président et vice président du groupe de communication des Nations Unies (UNCG).

Coordination:

Mme Violette Kakyomya,

*Coordonnatrice résidente du système des Nations Unies au Tchad et
Coordonnatrice Humanitaire*

Collecte d'informations et mise en page :

-Dohou Pascal Ferso

Chargé de communication du Bureau de la Coordination du système des Nations Unies

Avec l'appui de:

-Aristophane Ngargoune/UNHCR

-Aristide Dingamdoum/PNUD

-Augustin Zuzané/OCHA

-Donaig Le Du / UNICEF

-Ange Rodrigue Aye Ake/UNICEF

-Nassir Ousselat, Bouchoura/ONUSIDA

-Estelle Madjilem/FAO

Cher-e-s lecteurs,

Je suis ravie de partager avec vous en quelques pages, cet aperçu des actions menées par le système des Nations Unies au Tchad sur la période du dernier trimestre

À l'occasion du soixante-quinzième anniversaire des Nations Unies en 2020, les États membres ont convenu que les défis auxquels le monde est confronté sont interconnectés, par-delà les frontières et tous les autres clivages. Ces défis ne peuvent être relevés que par une réponse également interconnectée, par un multilatéralisme revigoré et par les Nations Unies au centre de ces efforts.

Les États membres ont demandé au Secrétaire Général de faire un rapport contenant des recommandations pour faire avancer "notre programme commun". Dans ce rapport, présenté à l'Assemblée générale en septembre 2021, le Secrétaire Général déclarait que : **« le moment est venu de renouer avec la solidarité mondiale et de trouver de nouveaux moyens de collaborer en vue du bien commun »**. Cela doit inclure un plan de vaccination mondial pour fournir des vaccins contre la COVID-19 aux millions de personnes qui n'ont toujours pas accès à ce moyen de protection vital.

En outre, il doit inclure des mesures urgentes et audacieuses pour faire face à la triple crise du dérèglement climatique, de la perte de biodiversité et de la pollution qui détruit notre planète". **« Notre Programme commun »** est un programme d'action qui vise à renforcer et à hâter la mise en œuvre des accords multilatéraux – en particulier le Programme 2030 – et à changer concrètement la vie des personnes. Dans ce même rapport douze engagements ont été formulés et tournent autour de quatre grands axes : raviver la solidarité entre les peuples et les générations futures, refonder le contrat social en l'ancrant dans les droits humains, mieux gérer les biens communs mondiaux et faire en sorte que les biens publics mondiaux profitent équitablement et durablement à l'humanité tout entière. C'est dans cet élan de solidarité que le Gouvernement tchadien et le système des Nations Unies ainsi que les partenaires au développement ont travaillé ensemble en 2021 pour accomplir d'importantes réalisations, et ont continué à développer des stratégies pour relever les défis auxquels nous continuons de faire face. En réfléchissant sur le chemin parcouru ensemble durant l'année écoulée, il me plaît d'emblée de saluer la bonne coopération ayant permis d'obtenir ces résultats, et cela malgré le contexte difficile de la pandémie COVID-19.

Chers lecteurs,

Dans ce numéro, comme dans les autres à venir, nous mettons en lumière quelques exemples de réalisations et d'événements dans le cadre de notre coopération continue avec le peuple tchadien, pour atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD). Dans chaque parution, nous mettons l'accent sur l'une des agences de la famille des Nations Unies au Tchad, afin de permettre à nos lecteurs de mieux connaître ses mandats et ses missions. Pour ce numéro, nous nous concentrons sur l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Je saisis cette occasion pour remercier le Gouvernement du Tchad pour son leadership dans la planification et la mise en œuvre de nos programmes de coopération et, surtout, pour ses efforts visant à donner la priorité à l'Agenda 2030 et aux ODD. Je remercie tous les autres acteurs, y compris la société civile, le secteur privé, les organisations communautaires pour le rôle important qu'ils jouent et continueront de jouer pour le bien-être des personnes. En 2022, nous réitérons notre détermination à renforcer encore d'avantage nos efforts pour accompagner le Tchad à apporter la paix et la prospérité à tous ses habitants d'ici 2030. Dans le contexte de la transition politique en cours, nous restons engagés à soutenir la mise en œuvre de la Feuille de route pour la transition, en mettant l'accent sur la consolidation de la paix comme un élément vital du développement du Tchad. Je vous souhaite à tous une heureuse année 2022, paisible, saine et prospère !



Violette Kakyomya, Coordonnatrice résidente du système des Nations Unies et Coordonnatrice Humanitaire

Nos agences et programmes du système des Nations Unies au Tchad



OCHA



WFP
Programme
Alimentaire
Mondial

PAM



NATIONS UNIES
DROITS DE L'HOMME
HAUT-COMMISSARIAT



unicef
pour chaque enfant



UNHCR
The UN Refugee Agency



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Organisation
mondiale de la Santé



Organisation
internationale
du Travail



ONU DC
Office des Nations Unies
contre la drogue et le crime



unesco



FIDA
Investir dans les
populations rurales



ONUSIDA



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

LA FAO AU TCHAD



L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture en anglais Food and Agriculture Organization (FAO) est une organisation spécialisée du système des Nations unies, créée en 1945. Elle a ouvert son bureau au Tchad en 1977. La FAO a pour ambition de construire « un monde libéré de la faim et de la malnutrition », dans lequel l'alimentation et l'Agriculture contribuent à améliorer le niveau de vie des populations, notamment des plus pauvres, et cela de manière durable. La FAO s'emploie quotidiennement à travailler pour que chaque personne puisse accéder à une alimentation saine. La réduction de la pauvreté rurale et l'amélioration de

l'état nutritionnel des populations sont parmi les priorités inscrites dans l'Acte constitutif de la FAO. Notre objectif ultime demeure d'atteindre la sécurité alimentaire pour tous et d'assurer un accès régulier et suffisant à une nourriture de bonne qualité. Depuis 2004, en plus du programme régulier de la FAO, la Représentation au Tchad est renforcée par une Unité des opérations et projets de résilience qui permet d'accroître la capacité de réponses de l'Organisation, en soutien aux efforts du gouvernement dans des domaines agro-sylvo-pastoral et halieutique.

Au fil des années, la FAO Tchad a mis en œuvre dans des zones vulnérables du pays, des projets d'urgence visant à favoriser la mise en place de systèmes agricoles en mesure d'augmenter la production agricole et de renforcer durablement les moyens de subsistance. Face aux priorités de développement du Tchad, l'expertise technique de la FAO et l'adéquation de ses interventions avec les politiques et stratégies nationales sont les principaux avantages comparatifs de l'Organisation. Nous accompagnons le Gouvernement tchadien dans la formulation, la mise en œuvre et le suivi des principaux programmes et projets destinés au développement rural, la réduction de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, mais également les urgences agricoles dictées par des chocs de nature environnementale, politique et économique. La FAO est particulièrement reconnue pour les soutiens multiformes apportés au Tchad pour la protection des moyens d'existence des ménages et groupements communautaires vulnérables en fournissant des intrants agricoles et vétérinaires, des aliments complémentaires pour l'élevage et l'expertise pour renforcer la capacité des organisations de producteurs. Des activités dans les domaines du maraîchage, de la gestion de l'eau, la réduction des conflits agriculteur-éleveur et de l'adaptation aux changements climatiques complètent le programme.

Le soutien de la FAO au Gouvernement ces 3 dernières années notamment dans le cadre du Programme Pays (CPP) 2017-2021 s'inscrit dans trois domaines prioritaires que sont : le Développement des chaînes de valeur dans les secteurs de l'agriculture, l'élevage, la forêt, la pêche et l'aquaculture pour le renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle ; la formulation et mise en œuvre des politiques et stratégies sectorielles en



faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition et la valorisation et gestion durable des ressources naturelles pour le renforcement de la résilience.

Une quinzaine de projets sont en cours d'exécution au Tchad depuis l'an dernier. Selon une approche participative sensible au genre et en aidant les acteurs ruraux à améliorer la résilience de leur systèmes alimentaires et agricoles face à un environnement changeant. A cet égard, la préservation des ressources naturelles renouvelables, particulièrement la bonne gestion des terres et des ressources en eau reste un marqueur de toutes nos interventions en milieu rural. Avec l'accélération des efforts de tous durant cette dernière décennie pour l'atteinte des objectifs de développement durable, nous sommes confiants que malgré les challenges certes nombreux, le Tchad dispose des atouts pour aller vers une nette diminution de la pauvreté rurale, en s'inspirant des bonnes pratiques pour donner, notamment à sa jeunesse et aux femmes, des opportunités d'exprimer leurs talents dans des métiers ruraux qui permettent à sa population de consommer à suffisance ce qui est d'abord produit au Tchad.

M. Serge Tissot s'exprime...

Par Madjilem Estelle



M. Serge Tissot est le Représentant de la FAO au Tchad. Il a fait son entrée aux Nations Unies en 2001 en qualité de consultant à la Division des urgences et de la réhabilitation (TCE) au siège de la FAO à Rome. Sa carrière est répartie entre des fonctions techniques et opérationnelles dans le cadre du Programme de la FAO. En 2016, il est devenu Représentant de la FAO au Soudan du Sud, en 2018, en Somalie et il est à N'Djaména depuis juin 2021.

Echo du SNU: Monsieur le Représentant, pouvez vous nous dire en quelques mots les priorités de votre organisation en appui au gouvernement tchadien?

M. Serge Tissot: Les questions d'insécurité alimentaire et de malnutrition vont continuer d'être notre priorité absolue. Toutes nos activités suivent les orientations fixées par le plan cadre d'Assistance au Développement (UNDAF 2017-2021) de l'Organisation des Nations Unies qui sert de boussole à notre travail sur le terrain. Avec l'appui des partenaires techniques et financiers, à travers nos interactions avec le Ministère de développement agricole,

le Ministère de l'élevage et des productions animales et le Ministère de l'environnement, pêches et développement durable, nous allons investir la majeure partie de notre temps et de notre expertise à travailler principalement sur le renforcement des domaines prioritaires consignés dans l'accord de partenariat que nous avons avec le Gouvernement Tchadien à travers le Cadre de Programmation Pays. Sur le plan agricole, le recours aux outils développés par la FAO, tels que l'approche champs-école paysan, champs - école agro-pastoral permettra d'intensifier l'appui aux exploitations agricoles familiales pour une meilleure structuration de leur système de production. Au sud, à l'Est, au Nord, dans le Lac, dans tout le Sahel tchadien, notre engagement reste et demeure d'aider les populations vulnérables à bénéficier des meilleures techniques et pratiques en termes des systèmes de production, d'amélioration du rendement et de conservation des productions fourragères.

Nos autres priorités sont à plusieurs niveaux. Elles concernent d'une part le soutien à la formulation des politiques et stratégies sectorielles gouvernementales portant sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'agriculture durable, le financement des microentreprises devant permettre de promouvoir l'entrepreneuriat rural des jeunes et des femmes, l'autonomisation des femmes dans la politique Genre, le plan national de développement agricole (PND) et d'autre part les questions de gouvernance de la sécurité alimentaire. Le Plan National de Développement (PND), c'est un exercice important qui aura pour but de mettre en cohérence tous les projets, plans et programmes en cours sous la forme d'un seul document d'orientation. Avec le support de la FAO, le Tchad a adopté une loi d'orientation Agro-sylvo-pastorale et halieutique. Sur le plan de la sécurité Alimentaire, la FAO est co-lead du cluster sécurité alimentaire avec le PAM.



ESNU: En tant qu'agence technique d'appui au développement, quels sont les principaux défis au développement du Tchad ?

M. Serge Tissot: Les défis sont nombreux. Je souhaite rappeler que nous disposons au niveau de la FAO d'un cadre de programmation pays (CPP, 2017-2021) et au niveau du système des Nations Unies, d'un plan cadre d'Assistance au Développement (UNDAF 2017-2021) qui sont les documents de partenariat à partir desquels nos activités sont légitimées. Ces documents sont alignés avec les objectifs majeurs du Plan National de Développement (PND, 2017-2021) et la « Vision 2030, le Tchad que nous voulons ». Le cycle actuel de notre cadre de Programmation Pays a identifié, d'entente avec le Gouvernement du Tchad trois principaux axes d'interventions : le Développement des chaînes de valeur dans les secteurs de l'agriculture, l'élevage, la forêt, la pêche et l'aquaculture pour le renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. La formulation et mise en œuvre des politiques et stratégies sectorielles en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition et enfin la valorisation et gestion durable des ressources naturelles pour le renforcement de la résilience. De même, les actions liées à l'adaptation au changement climatique, à la gestion durable des ressources naturelles renouvelables nécessitent des investissements importants sur le moyen et long terme. En lien avec notre travail et à la faveur d'une santé économique encore à consolider, nous espérons que la contrepartie gouvernementale pourra augmenter sa capacité d'accompagnateur du développement

du secteur rural. La revue des dépenses agricoles effectuée par la FAO au cours des dernières années montre que la situation économique difficile du pays pendant cette période s'est traduite par un déclin du financement de l'Etat dans le secteur agricole. Etant donné la faible capacité du secteur privé en milieu rural et le pouvoir d'achat limité des exploitants familiaux, le financement des activités de ce secteur nécessite un soutien conséquent de l'Etat.

Un autre défi majeur à relever porte sur le besoin de renforcer les capacités de l'expertise nationale. Sur le terrain, l'exécution de nos activités souffre d'une insuffisance de personnes qualifiées. Pour cette raison, tous nos projets comportent un volet indispensable de renforcement de capacité. Nous avons tous besoin que le Tchad soit doté d'experts nationaux qualifiés pour assurer un bon suivi des projets, leur appropriation par les communautés bénéficiaires et la pérennisation des investissements. Tout ceci ne pourra être envisagé de façon réaliste que si le défi de la sécurité et de la consolidation de la paix est posé comme préalable. Dans la province du lac par exemple, la recrudescence des attaques des mouvements terroristes, particulièrement dans les îles du lac, accroît considérablement les risques d'insécurité qui entraîne par effet de ricochet un retard dans la mise en œuvre des projets.



ESNU: Quelles sont les difficultés et les perspectives d'appui de la FAO pour 2022 et au-delà ?

M. Serge Tissot: Les problèmes qui se posent sont la faible maîtrise de l'eau à des fins de production, l'extrême vulnérabilité des systèmes de production aux effets du changement climatique, les catastrophes naturelles (sécheresse, inondations) récurrentes causant une aggravation des crises alimentaires et nutritionnelles, la faible valorisation des ressources naturelles renouvelables, les crises pastorales, l'insuffisance des équipements de production, de stockage et de transformation, l'insécurité foncière, notamment celles touchant les femmes et les jeunes du fait de l'absence d'un code et d'une politique foncière au Tchad, la forte dégradation des sols/terres en raison des systèmes de production inappropriés et du non-respect des plans d'aménagement et de gestion des ressources naturelles. La formulation et mise en œuvre des politiques et stratégies sectorielles en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition et enfin la valorisation et gestion durable des ressources naturelles pour le renforcement de la résilience. De même, les actions liées à l'adaptation au changement climatique, à la gestion durable des ressources naturelles renouvelables nécessitent des investissements importants sur le moyen et long terme.



Mme. Ahunna Eziakonwa en visite officielle au Tchad

Par Pascal Ferso Dohou



En visite de travail au Tchad, la sous-secrétaire générale des Nations Unies, Administratrice adjointe du PNUD et Directrice du Bureau régional pour l'Afrique, Mme. Ahunna Eziakonwa a séjourné du 15 au 18 octobre à N'Djamena. L'objectif de sa mission visait à soutenir le gouvernement de la transition à identifier les voies et moyens de sortie de crise afin d'aboutir à un dialogue inclusif en perspective de la réconciliation nationale d'une part et renforcer le leadership et le rôle du PNUD en tant que partenaire stratégique engagé aux côtés des autorités tchadiennes pour un développement inclusif et durable d'autre part.

Elle a échangé avec d'autres acteurs au développement pour trouver les meilleures solutions en vue de soutenir et accompagner la transition politique en cours ; plaider pour la stabilité dans le bassin du lac Tchad et dans

la région du Sahel en général. Au cours de cette visite, Mme. Ahunna Eziakonwa a rencontré les femmes et les jeunes de la société civile, pour discuter de leurs aspirations et explorer ensemble des solutions durables et inclusives vers un avenir prospère pour le pays et le peuple tchadien sans laisser personne de côté.

Mme Ahunna Eziakonwa a procédé le dimanche 17 octobre 2021 à l'inauguration des infrastructures socio-économique et de sécurité de la sous-préfecture de Guitté dans la province du Hadjer Lamis. Ces infrastructures d'une valeur de 600 millions de FCFA comprenant un marché moderne, Un collège, un bureau de la gendarmerie, un centre de loisirs construits dans le cadre de la Fenêtre Nationale de Stabilisation.

En inaugurant ces différentes infrastructures, Mme Ahunna Eziakonwa était accompagnée de Mme Violette Kakyomya, Coordonnatrice résidente du système des Nations Unies au Tchad, Mme Amina Kodjiana, Gouverneur de la province du Hadjer Lamais, M. Mahamat Fodoul Makay Gouverneur de la province du Lac et Mme Royoumta MADINGUÉ Directrice générale adjointe du Ministère de l'Economie, de la Planification du Développement et de la Coopération Internationale. A la cérémonie de remise officielle des clefs des différentes infrastructures, Mme Violette Kakyomya a dans son intervention invité les bénéficiaires à une utilisation rationnelle de ces bijoux architecturaux. Pour elle, construire est une chose et protéger ces infrastructures en est une autre. M. Kamil Kamaluddeen, Représentant du PNUD a encouragé les autorités pour leur engagement en faveur des populations des provinces du Lac et du Hadjer Lamis.



QUELQUES UNES DES REALISATIONS DANS LE CADRE DU FNS



L'ancienne école



La nouvelle infrastructure comportant un C.E.G et un appartement pour les enseignants



L'ancien marché



Le nouveau marché

La campagne #HeForShe, lancée au Tchad.

Par Pascal Ferso Dohou



Le Tchad à l'instar des autres pays de la planète a rejoint dans la matinée du 12 octobre 2021, le Mouvement mondial "HeForShe"

Le Tchad a rejoint la liste prestigieuse et grandissante des pays du monde à travers le continent africain à faire avancer les droits des femmes et leur autonomisation comme socle de justice sociale, d'équité et d'émergence pour leurs sociétés au mouvement #HeForShe en d'autres termes (Lui pour Elle). A déclaré la directrice régionale de l'ONU, Mme Oulimata Sarr,

Lancé dans la matinée du 12

octobre 2021, à l'Hôtel Radisson Blu de N'Djamena, la campagne HeForShe est placée sous le haut patronage du Président du Conseil militaire de Transition, Président de la République, Chef de l'Etat, le Général de Corps d'Armée MAHAMAT IDRIS DEBY ITNO. Le lancement de cette campagne a vu la participation massive des plus hautes autorités et des membres du gouvernement, tous engagés pour la cause de la femme et des femmes et des filles. La campagne HeForShe lancée depuis l'an 2014 par l'ONU Femme, vise à :

- Améliorer la représentativité des femmes pour leur participation égale dans les

instances de décision.

- Réduire les violences et briser les barrières et pratiques culturelles néfastes qui subsistent et sont une entrave au plein épanouissement de la femme et de la jeune fille.

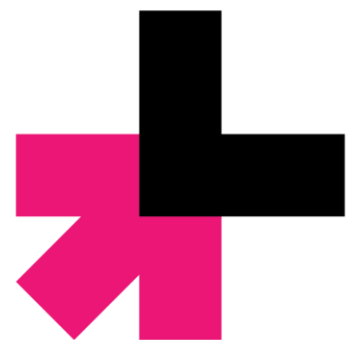
- La parité dans les gouvernements et les assemblées. La parité n'étant un instrument au service de l'égalité, qui consiste à assurer l'accès des femmes et des hommes aux mêmes opportunités, droits, occasions de choisir, des conditions matérielles tout en respectant leurs spécificités



Tous ces objectifs consacrés au sein de l'objectif 5 des Objectifs de Développement Durable (ODD) ne peuvent être atteints sans le concours du gouvernants, des patrons d'entreprises, des chefs de familles, des leaders religieux tous majoritairement des hommes. Selon la directrice régionale de l'ONU, Mme Oulimata Sarr, le Tchad a rejoint la liste prestigieuse et grandissante des pays qui œuvrent à faire avancer les droits des femmes et leur autonomisation comme socle de justice sociale, d'équité et d'émergence pour leurs sociétés. Elle a aussi précisé que les femmes ont longtemps mené le combat pour leurs droits toutes seules, et par elles-mêmes. Alors aujourd'hui, les hommes sont leurs alliés, les décideurs majoritaires sont les champions et les vecteurs clés pour faire bouger les lignes. Pour elle, toutes ces

actions ont pour but d'améliorer la représentativité des femmes pour leur participation égale dans les instances de décision ; réduire les violences et briser les barrières et pratique culturelles néfastes qui subsistent et sont une entrave au plein épanouissement de la femme et de la jeune fille. Ce mouvement vise à améliorer la représentativité des femmes pour une participation égale dans les instances de décision. Pour la ministre de la femme, Amina Priscille Longoh, le HeForShe est avant tout un engagement personnel à faire quelque chose de positif pour les femmes. Promouvoir les droits des femmes, lutter contre les violences faites à l'égard des femmes, envoyer tôt les filles à école et les maintenir le plus longtemps possible sont quelques uns des exemples à suivre. Amina Priscille Longoh exhorte

les hommes à aspirer à une société dans laquelle leurs mères, filles et sœurs seront en sécurité et pleinement épanouies, où leurs enfants seront pris en charge et leur éducation assurée. Le premier ministre de transition, Albert Pahimi Padackett a pour sa part réaffirmé l'engagement du gouvernement à accompagner cette campagne de HeForShe et appelle à la contribution des femmes aux côtés du gouvernement pour une transition apaisée.



HeForShe

UN Women Solidarity Movement
for Gender Equality

Dr Najat Maalla M'jid en visite officielle au Tchad

Par Pascal Ferso Dohou



Dr Najat Maalla M'jid, Représentante Spéciale du Secrétaire Général du Système des Nations Unies en charge des questions de violence contre les enfants était en visite officielle au Tchad, pays de Toumaï_Berceau de l'humanité.

Au cours de la semaine qu'elle a passé au Tchad, la Représentante Spéciale a eu des échanges très fructueux avec les plus hautes autorités de la République, les responsables des organisations de la société civile, la plateforme inter- confessionnelle, les ambassadeurs, l'équipe pays du Système des Nations Unies, les bailleurs de fonds, la Banque

Mondiale et le Fond Monétaire Internationale. La Représentante Spéciale a également visité des programmes et services dédiés aux enfants. Elle a également participé au lancement de la campagne nationale « Oranger le Tchad » visant à mettre fin aux violences basées sur le genre.

Cette mission visait à renforcer la coopération entre le gouvernement du Tchad et le Système des Nations Unies en vue d'accompagner le processus transitionnel en cours et de s'assurer que le développement, le bien-être et la protection des enfants contre toutes les formes de violences et d'exclusion sont

dûment pris en compte. La situation de la violence reste une réalité quotidienne pour bon nombre des enfants, filles et garçons au Tchad. Selon l'Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) de 2019, 85,3% des enfants de 1 à 14 ans ont subi toute méthode de discipline violente. Ajouter à cela, 7% des filles âgées de 0 à 14 ans ont subi une forme quelconque de mutilation génitale féminine (MGF) ; 55% des femmes âgées de 20 à 49 ans se sont mariées ou ont contracté une union conjugale avant 18 ans ; Environ 57% des enfants d'âge primaire ne sont pas à l'école.



Cette tendance alarmante s'aggrave, du fait de l'impact de la pandémie COVID19, des disparités et inégalités sociales, de l'insécurité alimentaire, des crises humanitaires et conflits, des changements climatiques, et de l'insécurité qui affectent le continent. Afin de pallier ces difficultés, le Gouvernement de la République du Tchad avec le soutien de ses partenaires a mis en œuvre de nombreuses actions pour prévenir et répondre aux violences faites aux enfants, mais beaucoup reste encore à faire.

Dr Najat Maalla M'jid a été reçue par le Président du Conseil Militaire de Transition, le Général Mahamat Idriss Deby entretien au cours duquel elle a félicité le Président pour son engagement personnel dans la lutte contre les violences faites aux enfants et basés sur le Genre. Lors de cette audience, le Président a réitéré son fort engagement et insisté sur la nécessité d'une approche intégrée et synergique et du renforcement du partenariat avec les Nations Unies pour la protection et la

promotion des droits de l'enfant. Lors de son audience avec le Président du Conseil National de Transition, la Représentante Spéciale a également plaidé pour la prise en compte de la protection des enfants et de leurs droits dans la nouvelle Constitution et dans le Plan National de Développement (PND). Elle a aussi souligné l'importance de la participation des enfants et des jeunes dans le processus du dialogue national inclusif.

Afin de prévenir et de mettre fin à toutes les violences à l'égard des enfants, de manière durable et effective, l'équipe pays du système des Nations Unies en appui au gouvernement suivant le plan cadre de coopération 2017-2022, met un accent particulier sur la question des violences faites aux enfants et les mutilations génitales féminines. « Avec le gouvernement nous agissons sur plusieurs fronts à la fois afin d'investir dans l'accès équitable à des services intégrés inclusifs, protecteurs et de qualité, adaptés aux enfants et au genre, incluant l'éducation, l'alphabétisation, l'apprentissage

numérique, la protection, la santé physique et mentale, la santé reproductive, la justice, le soutien aux familles, la protection sociale durable pour les familles et les communautés vulnérables. » a déclaré la Coordinatrice résidente du système des Nations Unies Mme Violette Kakyomya.

« Investir dans les enfants dès le plus jeune âge au Tchad ne peut pas attendre car les enfants ne sont pas seulement l'avenir, ils sont le présent et représentent un capital humain important. Investir dans les enfants contribuera grandement à la réalisation de l'Agenda 2030 et des Agendas africains 2040 et 2063. Les engagements politiques doivent être traduits en actions concrètes, durables, assorties des ressources humaines et financières requises, de système d'information et de mécanismes de redevabilité. Une mobilisation soutenue de tous les acteurs clés, y inclus les enfants et les jeunes est capitale, pour agir vite et mieux et de manière concertée.» a déclaré la Représentante Spéciale, Dr. Najat Maalla M'jid.

LE SNU APPUI LA TRANSITION AU TCHAD

Par Aristide Dingamdoum

Basket Fund: Un fond commun pour soutenir la transition au Tchad



Le Gouvernement du Tchad et ses partenaires dont le PNUD Tchad ont signé le 13 novembre 2021 un document de projet de mise en place d'un fond commun d'appui à la transition politique au Tchad. Ce Basket Fund est un mécanisme de financement de la feuille de route de la Transition initié par le gouvernement du Tchad pour permettre aux partenaires de contribuer au financement des priorités. La cérémonie de la signature a été présidée par le Premier Ministre chef du gouvernement de transition en présence de quelques membres du gouvernement.



POURQUOI UN BASKET FUND ?

- Un mécanisme pour financer la feuille de route (5%)
- Appropriation nationale : Les ressources sont liées aux priorités de la transition
- Réduction des coûts de transaction : canaux différents/diversifiés de soutien, de rapport et de responsabilité
- Harmonisation et coordination : programme de soutien unique
- Attentes partagées : résultats convenus d'un commun accord / ce à quoi ressemblerait le succès.
- Transparence et redevabilité mutuelle

DOMAINES D'APPUIS PROPOSÉS

- Un nouveau contrat social accepté par le peuple et facilité par le dialogue national et le processus d'élaboration de la constitution ;
- Le processus de transition est sécurisé ;
- Accroître la confiance et la participation massive (y compris les groupes clés tels que les femmes, les jeunes, les personnes handicapées et les populations rurales) au dialogue national et aux organes constitutionnels ;

ENGAGEMENT TENU

La signature du document de projet du Basket Fund vient donc confirmer la volonté des partenaires à soutenir le Tchad dans cette étape cruciale de sa vie socio-politique.

Le Forum National de la Jeunesse, tenue à N'Djamena du 27 au 29 décembre 2021.

Par Pascal Dohou Ferso



Le Président du Conseil Militaire de transition a ouvert dans la matinée du 27 décembre à N'Djamena, les travaux du 2^e édition du Forum National de la jeunesse tchadienne. Le forum est placé sous le thème « Une jeunesse résiliente au cœur d'un Tchad fort et émergent ».

Devant une immense foule de plus de 1 000 personnes venues des 23 provinces du Tchad et de la diaspora, le Président du Conseil Militaire de Transition, Président de la République, Chef de l'Etat, Chef Suprême des Armées son Excellence M. Mahamat Idriss Deby a réitéré son engagement aux côtés de la Jeunesse pour un Tchad émergent en ces termes « **Je suis conscient que la jeunesse tchadienne fait face à de nombreux défis... Ils ont trait à l'accès au marché du travail qu'il faut élargir et à la participation citoyenne qu'il faut renforcer à tous les niveaux.** »

Prenant la parole au nom de l'Organisation des Nations Unies, Mme Violette Kakyomya a réitéré l'engagement du système des Nations Unies d'accompagner le gouvernement sur ces termes : « **Nous continuerons à apporter tout notre soutien à toutes les**



initiatives pouvant permettre une plus grande inclusion des jeunes. » Elle a poursuivi son intervention sur cette note « **Construisons un monde dans lequel les jeunes jouissent de leurs droits et ont les moyens de développer pleinement leur potentiel, et qui reconnaisse leurs capacités d'action et de réaction à l'adversité, ainsi que leur qualité d'agents du changement.** » il faut noter que l'objectif visé par ce forum est de renforcer, améliorer les conditions de vie de la jeunesse et sa participation dans le processus de consolidation de la paix et de l'unité nationale.

Le partenariat est la clé pour parvenir à un meilleur accord pour les réfugiés et la population hôte

Par Aristophane Ngaroune



Le HCR a organisé à Moundou du 25 au 27 octobre 2021 le premier forum provincial sur le nexus humanitaire-développement au Tchad.

Le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés a organisé à Moundou (Chef-lieu de la Province du Logone Occidental) du 25 au 27 octobre 2021 le premier forum provincial sur le nexus humanitaire-développement au Tchad. Ces assises ont permis de faire la situation des réalisations à mi-parcours. Ceci afin de mettre en exergue la progression et les défis rencontrés au regard des objectifs qui ont été assignés à chaque partenaire œuvrant dans le nexus : le HCR, le consortium DIZA et le PARCA. Le projet d'appui aux réfugiés et communautés d'accueil (PARCA) est financé par la Banque mondiale pour cinq ans et le projet de développement inclusif des zones d'accueil (DIZA) est financé par l'Union européenne et l'Agence française de développement (AFD) pour cinq ans également. Au Sud du Tchad, ces deux projets sont implantés dans trois provinces : Logone Oriental, Moyen Chari et Le Mandoul. Aussi, le forum sur le Nexus Humanitaire-Développement au Tchad a été un cadre idéal d'échange d'informations entre les autorités

étatiques, les bailleurs, les diplomates, le secteur privé, pour faciliter la synergie et les actions complémentaires dans le souci d'éviter des chevauchements entre les programmes DIZA et PARCA. Pour le Gouverneur de la province du Logone Occidental, Monsieur Bachar Ali Souleymane : « Le Tchad a pris des engagements importants en faveur des réfugiés lors du sommet Mondial de New-York sur les réfugiés et les migrants, en septembre 2016 ainsi qu'au sommet de haut niveau contre l'apatridie de Genève, en octobre 2019. Dans le même sillage, Le Président du Conseil Militaire de Transition, Président de la République, Chef de l'Etat, le Général de Corps d'Armée Mahamat Idriss Deby Itno adhère à cette philosophie qui se traduit par la tenue des présentes assises. »

La tenue du premier forum sur le Nexus Humanitaire-Développement s'arrime à la déclaration du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, M. Filippo Grandi : « personne ne peut gérer seul les défis liés aux déplacements de populations et cela nécessite un esprit d'unité de vision et d'ambitions concrètes. C'est l'objectif du Pacte mondial sur les réfugiés ».

Pour étayer le message du Haut-Commissaire du HCR, au nom du Représentant du HCR au Tchad, M. Papa Kysma Sylla, la cheffe de Sous-Délégation HCR Goré, Madame Nambrou Elisabeth Kouassi-Fall a, au cours du forum, justifié le rôle du HCR dans la dynamique du Nexus Humanitaire-Développement : « Grâce à son expérience opérationnelle et à sa présence dans les provinces et localités à travers les actions humanitaires, il a été assigné au HCR, la coordination du Nexus Humanitaire-Développement pour faciliter la synergie et les actions complémentaires entre les programmes PARCA et DIZA.

C'est dans cette optique de coordination, que le HCR, conjointement avec (DIZA et PARCA) d'autres partenaires de mise en œuvre de ces deux programmes, ont organisé le forum du 25 au 27 octobre 2021 à Moundou ».

A Goré (département de la Nya-Pende), dans le camp des réfugiés de Gondjé, Arafat, 29 ans fait partie des bénéficiaires réfugiés qui ont eu le transfert monétaire grâce au projet PARCA financé par la Banque Mondiale. A la faveur de cet appui, cette mère de quatre enfants qui vit à

Gondjé depuis 18 ans s'est acheté un moulin à écraser le mil, fait l'élevage de petits ruminants et conduit des activités de maraîchage. « Avec les revenus des activités que je conduits, j'ai réhabilité ma maison qui était incendiée, j'ai assuré la scolarité de mes enfants et je subviens avec aisance aux besoins de mon ménage » confie Arafat.



Ne laisser personne de côté: Un partenariat pour les réfugiés



L'université Roi Faycal de N'Djamena et le HCR Tchad ont signé un mémorandum d'entente d'une durée de 3 ans. Cet accord permettra aux étudiants réfugiés de jouir des mêmes conditions que les étudiants nationaux (frais d'inscription, traitement des dossiers...) mais aussi d'octroyer chaque année cinq exonérations de frais d'inscription en licence et deux en master. Université publique arabophone, l'Université Roi Faycal est particulièrement appréciée des étudiants réfugiés soudanais. Ils étaient 102 à y s'y être inscrits en 2020/2021, dont la moitié des femmes.

Le Tchad délivre des papiers d'identité aux personnes déplacées internes de la province du Lac pour leur éviter l'apatridie

Par Aristophane Ngaroune



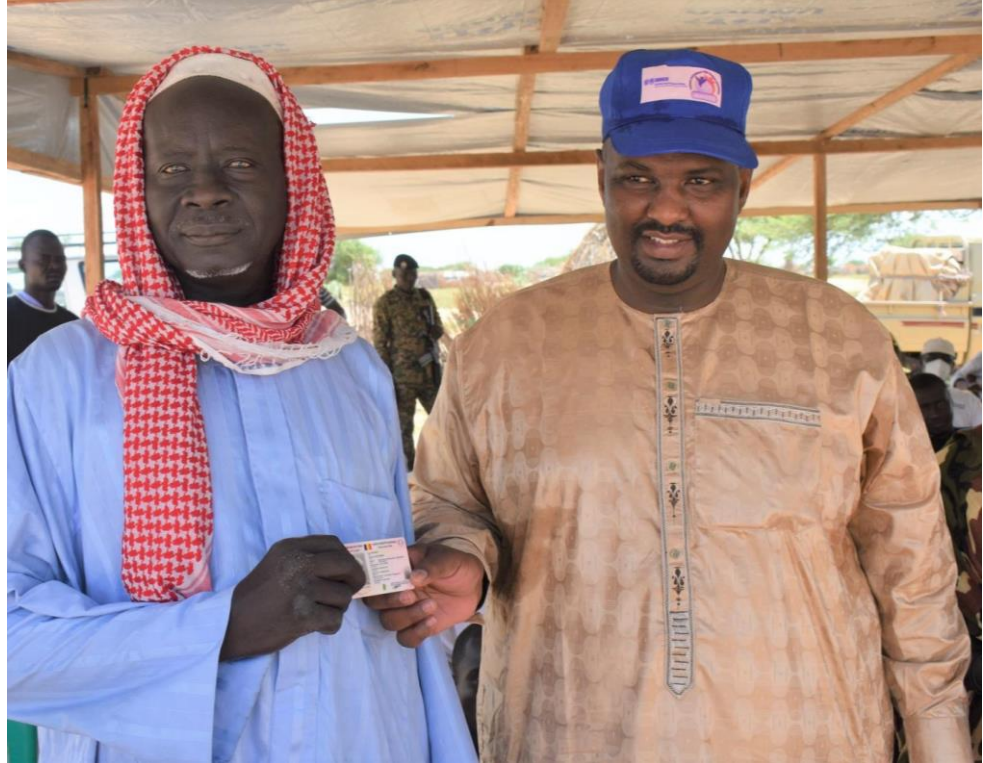
L'Agence Nationale des Titres Sécurisés du Tchad (ANATS) a procédé le 28 septembre 2021 à Bagasola à la distribution de 3000 cartes d'identité aux personnes déplacées internes (PDI).

Ce programme qui est le premier au Tchad, est le fruit du partenariat entre le HCR, L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés et l'ANATS et s'inscrit dans la stratégie de protection et de recherche des solutions durables au profit des personnes relevant du mandat du HCR. Et s'arrime aux engagements du Tchad au Segment à Haut Niveau (HLS) sur l'Eradication de l'Apatridie d'ici 2024 et au processus de Bali (Outil H). Cette activité est le résultat d'une réforme profonde du système d'enregistrement et de documentation des faits d'état civil, y compris, à travers l'ordonnance numéro

002/PR/2020 portant organisation de l'état civil en République du Tchad : enrôler les populations cibles au registre national de la population en incluant tous les ménages des déplacés du Lac. Ce projet d'enrôlement biométrique et de délivrance des documents d'identité vise pour sa phase initiale 5 138 personnes déplacées internes au Lac où il y a plus de 400 000 déplacés internes et environ 30 000 retournés tchadiens depuis le début de la crise sécuritaire en 2013. 47% de cette population, soit 189 270 personnes, sont en âge d'obtenir une carte nationale d'identité. Selon le Secrétaire Général du Département de Kaya, « pour cette opération, le HCR, les autres agences des Nations Unies, les organisations régionales, la société civile et les personnes à risque d'apatridie ont tous un rôle à jouer pour

soutenir les efforts du gouvernement de la République du Tchad visant à mettre fin à l'apatridie d'ici 2024 ». Une situation qui prive souvent les gens de la possibilité d'étudier, de travailler, de voyager, de voter et de bénéficier de soins de santé. Pour Brahim Ali Seid, responsable de la cellule coopération et de l'état civil à l'ANATS, « la poursuite de la délivrance des cartes nationales d'identité aux personnes déplacées internes de la province du Lac améliorera les données quantitatives et qualitatives sur les populations à risque d'apatridie au Tchad ».

À ce jour, moins de 2,7% des personnes déplacées internes dans la province du Lac ont été enregistrées dans le cadre du programme de la délivrance des Cartes nationales d'identité. Les procédures visant à déterminer si elles sont bien des tchadiens, ce qui leur donne droit à une carte nationale d'identité, prennent du temps. Les équipes des organisations humanitaires, des autorités locales et des forces de police doivent faire des recherches dans des zones souvent difficiles d'accès et où la sécurité est très volatile. « Le programme exige beaucoup de temps et de ressources humaines et logistiques », explique Kahilo Jose Katunda, le chef de la Sous-Délégation HCR à Bagasola. « Outre les procédures ordinaires de vérification, il faut souvent obtenir des arrêts judiciaires des autorités locales pour valider la véracité de l'origine tchadienne des personnes. Entreprendre ce travail dans plus de 200 sites de personnes déplacées internes dans la province du Lac où la situation sécuritaire est fragile, peut se révéler extrêmement coûteux » rappelle Kahilo Jose Katunda.



Le Tchad est l'un des pays africains où le taux d'enregistrement des faits d'état civil demeurent très faibles. 88 % des enfants de moins de cinq ans ne sont pas enregistrés à l'état civil. Sans enregistrement à l'état civil, les enfants ne peuvent pas avoir accès aux autres documents d'identification nécessaires pour prouver leur identité et accéder aux services de base. Ce taux est davantage plus faible dans les zones rurales où les sites des personnes déplacées internes sont installés. Avec des financements complémentaires, le programme pourrait favoriser l'enregistrement des Tchadiens déplacés dans la province du Lac autant que des personnes nées et élevées au Tchad.

« Il est essentiel de faire en sorte que ces communautés n'aient plus à vivre dans un éternel no man's land

administratif et qu'elles se voient garantir l'accès à l'éducation, aux soins de santé et aux services publics », déclare Kahilo Jose Katunda. L'obtention de papiers d'identité a permis à Kaltouma de se sentir enfin en sécurité et d'envisager des voyages à N'Djamena (capitale du Tchad) pour rendre visite à ses enfants. « Ma carte d'identité tchadienne me donne l'assurance que je suis pleinement tchadienne, d'accéder aux services et de participer à la vie de la communauté », conclut-elle toute joyeuse. Ahmat, 60 ans reprendra ses activités de pêche et ses voyages commerciaux au Cameroun et au Niger après la réception de sa carte nationale d'identité.



Le gouvernement et ses partenaires identifient les besoins humanitaires des personnes affectées par les crises au Tchad

Par Augustin Zuzané

Atelier National de Validation de l'Aperçu des Besoins Humanitaires (HNO) 2022

Hôtel La Résidence - N'Djaména



Le Gouvernement, ses services techniques et ses partenaires (humanitaires, techniques, financiers et de développement) ont analysé les besoins humanitaires des personnes affectées au Tchad, lors d'un atelier national tenu du 20 au 21 octobre 2021 à l'hôtel La Résidence à N'Djaména. Le ministre de l'Economie, de la planification du Développement et de la coopération internationale, Dr Issa Doubragne et la Coordinatrice humanitaire, Violette Kakyomya ont officiellement ouvert les travaux de cet atelier. La Coordinatrice humanitaire présente la rencontre dans son contexte.

“L'atelier national de planification humanitaire qui nous réunit ce jour constitue une étape clé du processus devant conduire à l'élaboration d'un plan de réponse humanitaire (HRP) pour le Tchad en 2022”, avait précisé Mme Violette Kakyomya à l'ouverture des travaux. En lançant officiellement les travaux de l'atelier national, le ministre de l'Economie, de la planification du développement et de la coopération internationale, Dr Issa Doubragne, a affirmé que “Cette rencontre annuelle revêt une grande importance aussi bien pour le Gouvernement que pour la Communauté Humanitaire et de développement, parce que justement les problématiques à la base de ce rendez-vous sont toujours d'actualité et constituent un centre d'intérêt majeur pour tous”



L'implication des personnes affectées dans l'analyse des besoins

Par Augustin Zuzané



Ces deux jours de travaux ont permis de passer en revue les situations de vulnérabilité dans différentes zones du pays et d'en dégager les besoins prioritaires des populations affectées pour l'année 2022. L'analyse sectorielle des vulnérabilités et la projection des besoins ont permis de déterminer les priorités pour 2022.

La particularité de l'atelier de cette année réside dans la participation des représentants des personnes affectées aux analyses de leurs propres besoins humanitaires. Deux représentants de ces deux communautés, venus de Yakoua, province du Lac, ont pris part à l'atelier.

Les discussions ont également pris en compte les thématiques transversales telles que les transferts monétaires, la redevabilité envers les personnes affectées, la centralité de la protection et du genre, le nexus humanitaire-développement-paix ainsi que les personnes en situation de handicap.

Les participants se sont répartis en six groupes pour mieux approfondir les discussions sur

certaines problématiques concernant 1) l'analyse des risques et projection des besoins, y compris l'environnement transfrontalier; 2) les aléas climatiques; 3) la situation d'insécurité alimentaire et de malnutrition; 4) les urgences sanitaires; 5) les mouvements de populations (déplacement interne) et 6) le multi-secteur pour les réfugiés.

Le représentant de la Coordonnatrice humanitaire pour le Tchad, Claude Jibidar, résume l'essentiel des résultats des analyses et discussions lors de l'atelier. "À l'issue de l'analyse de la situation humanitaire du Tchad que vous avez parcourue et qui vous a permis de circonscrire le contexte géographique et les vulnérabilités sectorielles des populations, vous vous êtes convenus de renforcer la réponse humanitaire dans les zones de l'Est, du Sud et de l'Ouest qui connaissent la présence humanitaire mais également d'étendre les activités humanitaires dans la zone du Nord où des grandes vulnérabilités de la population sont identifiées.", a apprécié M. Jibidar, à l'issue des travaux.



Les effets du changement climatique s'ajoutent à la liste des crises humanitaires affectant le Tchad

Par Augustin Zuzané

Des analyses faites pendant les deux jours, il apparaît qu'en 2022, le gouvernement et ses partenaires ainsi que les personnes affectées feront face, non pas à trois types de crise comme par le passé, mais à quatre crises dans le pays. Aux trois crises récurrentes (mouvement de populations, insécurité alimentaire et nutritionnelle, et urgences sanitaires), s'ajoute les effets liés au changement climatique.

“Nous avons besoin de connaître l'impact de nos actions sur les populations, de savoir que la situation de départ des personnes que nous avons assistées s'est améliorée et que leur capacité à pourvoir par elles-mêmes à leurs propres besoins a été restaurée. C'est à cette ultime finalité que notre action doit tendre pour garder notre crédibilité. Le Gouvernement sera toujours à vos côtés pour jouer sa partition.”, a déclaré Djimet Sou Djimadji, Secrétaire permanent aux ONG et aux affaires humanitaires (SPONGAH), représentant le ministre de l'Économie, de la planification du développement et de la coopération internationale.

Cet atelier est l'aboutissement d'un processus qui avait commencé dans les provinces à la mi-septembre, avec l'analyse des vulnérabilités zonales par les services techniques étatiques, les organisations humanitaires et de développement. Ce sont les résultats des discussions dans les quatre zones (Ouest, Sud, Est et Centre, et Nord) qui ont alimenté les analyses lors des travaux de l'atelier national de N'Djamena.

L'atelier national est une étape importante du cycle de programmation humanitaire qui permet de recueillir les analyses régionales des besoins. Il vise à susciter des discussions sur les besoins prioritaires des personnes affectées et les zones d'intervention humanitaire. Les conclusions de l'atelier sont traduites dans un document appelé Aperçu des besoins humanitaires (HNO) qui sert de base pour planifier la réponse à travers le Plan de réponse humanitaire (HRP). Le HRP permet à la communauté humanitaire, en appui au Gouvernement, de mobiliser les ressources pour répondre aux besoins des personnes vulnérables dans le pays.





Par Rodrigue Aye Ange

Depuis 75 ans, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) travaille sans relâche en faveur des droits de l'enfant et du bien-être de tous les enfants. Où qu'ils soient. Où qu'ils vivent.

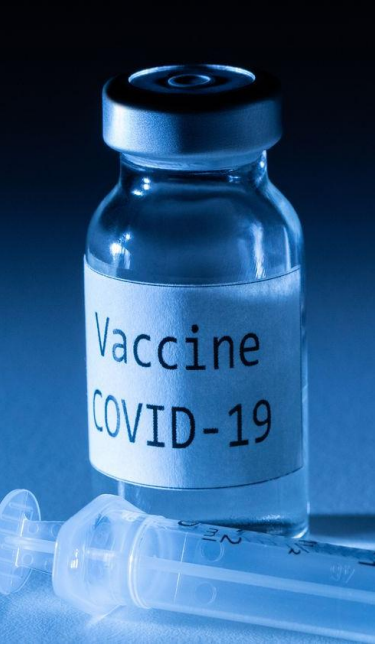
Depuis la création de l'UNICEF au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, nous sommes sur les lignes de front lors des crises humanitaires, des conflits armés et des catastrophes naturelles. Ne nous laissant pas abattre par l'ampleur des crises, nous relevons les défis, nous réinventons les possibilités et nous intervenons, aidant des millions d'enfants à survivre et à s'épanouir. Notre expertise sur le terrain s'est exercée dans plus de 191 pays et territoires, appuyée par de solides partenariats et guidée par une passion pour l'innovation.

Aujourd'hui, le monde est à nouveau confronté à de multiples crises : la pandémie de COVID-19, les changements climatiques, les vastes problèmes sociaux et économiques, l'augmentation de la pauvreté et des inégalités. Ces problèmes ont une incidence sur chacune et chacun d'entre nous, mais ils touchent le plus durement les enfants les plus vulnérables.

La COVID-19 a jeté un éclairage qui donne à réfléchir sur les inégalités dans chaque pays, mettant au jour les risques accrus auxquels sont exposés les enfants qui grandissent dans la pauvreté, l'exclusion ou les conflits. Faute d'une action urgente coordonnée à l'échelle mondiale, l'avenir d'une génération entière d'enfants pourrait être en péril.

Les bouleversements font également naître des occasions à saisir. Tout comme nous avons reconstruit sur les ruines de la Seconde Guerre mondiale, notre but continue aujourd'hui d'être axé sur le relèvement mondial en accordant la priorité aux investissements en faveur des enfants. À cette fin, nous apportons 75 ans d'expérience à l'action dans les domaines prioritaires suivants.





Des vaccins pour tous

L'une de nos plus grandes contributions à la vie des enfants a été de les protéger contre des maladies mortelles. Nos campagnes mondiales de vaccination ont aidé des millions d'enfants à survivre et à grandir en meilleure santé, plus heureux et plus robustes. Alors que la distribution des vaccins contre la COVID-19 se poursuit par le truchement du Mécanisme COVAX, nous maintenons notre engagement envers nos partenariats avec les gouvernements et le secteur privé pour faire en sorte que les vaccins soient administrés à toutes et tous, y compris les personnes les plus marginalisées et exclues.



L'apprentissage pour tous

L'initiative Réinventer l'éducation de l'UNICEF révolutionne l'apprentissage et le développement des compétences pour assurer à chaque enfant une éducation de qualité en misant sur l'enseignement en ligne, la connectivité Internet, les équipements, la collecte de données abordables et la mobilisation des jeunes.



Investir dans la santé mentale

La moitié de tous les troubles mentaux apparaissent avant l'âge de 15 ans et les trois quarts, avant le début de l'âge adulte. Nous appelons à des investissements et à une action pour appuyer et protéger la santé mentale des enfants et des jeunes et pour mettre fin à la négligence, à la maltraitance et aux traumatismes durant l'enfance qui conduisent à des résultats de vie médiocres.

Affronter la crise climatique

Les changements climatiques sont un problème que l'on ne peut mettre entre parenthèses. Dans un monde où 17 pays prélèvent, chaque année, une proportion considérable de leurs ressources en eau disponibles, nous devons réinventer un approvisionnement en eau sûr pour les enfants. En prenant dès maintenant des mesures audacieuses, nous pouvons contrer les changements climatiques, protéger notre environnement et réinventer un monde où l'approvisionnement en eau sera sûr pour nos enfants et pour les générations



75^{ème}

anniversaire
de l'UNICEF



unicef
pour chaque enfant

75

Réinventer l'avenir pour chaque enfant depuis 1946

إعادة المستقبل لكل طفل منذ عام 1946

Dans le cadre de la célébration des 75ans, une campagne d'affichage de panneaux 12m2 a été réalisée sur la base d'un visuel conçu à cet effet. Le visuel met en scène un vieillard entouré de quelques enfants parmi lesquels Lafya, la petite ambassadrice de l'UNICEF au Tchad. Les enfants sont représentatifs de la diversité, de l'inclusion et d'équité. L'on trouve les plus petits, les filles, les garçons, les enfants en situation de handicap, les élèves. Toute la scène se déroule dans un environnement propre et paisible. Cette image est le reflet du travail de l'UNICEF en faveur des enfants dans les domaines de l'éducation, de l'eau et de l'assainissement, de la protection, de la nutrition, de la prévention du VIH, des interventions d'urgences et de l'engagement des jeunes. L'UNICEF75 célèbre donc toutes les avancées en matière de promotion des droits de l'enfant au Tchad. 20 affiches de 12m2 ont été déployées: 2 à Moundou, 2 à Abeché, 2 à Mongo, 2 à Bol et 12 à N'Djamena afin d'informer le public sur la présence de l'UNICEF, aux côtés du gouvernement du Tchad, en faveur des droits de l'enfant.



Jeunes du Tchad engagés à 500% contre le changement climatique

Par Rodrigue Aye Ange



« Je suis engagée à 500% dans la lutte contre le changement climatique » disait Kenyane Ndahde-nouba Madjiengar, jeune diplômée de 24 ans, en prenant la parole au nom des jeunes du Tchad, lors du débat qui a regroupé 100 adolescents et jeunes du Sahel sur le changement climatique. Ce débat s'inscrit dans le cadre initiative Jeunes voix du Sahel, lancée par le bureau régional de l'UNICEF de l'Afrique de l'Ouest et du Centre à l'occasion de la Journée Mondiale de l'Enfance et des festivités du 75eme anniversaire de l'UNICEF. Au Tchad, ce sont 10 jeunes, filles et garçons, âgés de 17 à 24 ans, représentants leurs organisations et plateformes (associations des scouts, des guides, réseau des Maisons de Quartier, Enfants parlementaires, U-Reporters, Super Banat, qui ont pris part à cette initiative qui a duré trois semaines. Il y a eu trois débats au niveau national, sur différentes thématiques liées

au changement climatique, avant celui qui a eu lieu le 20 novembre, date célébration de la Journée Mondiale de l'Enfance. Le Sahel, quoiqu'il n'émette quasiment pas de gaz à effet à serre, qui est en partie la cause du réchauffement climatique, est l'une des régions les plus impactées par ses effets néfastes, compte tenu de sa spécificité climatique. La région traverse aussi depuis bientôt 10 ans, une crise sécuritaire, liée au terrorisme, qui accentue la vulnérabilité de ses populations en général, et des adolescents et jeunes en particulier. Ce débat a été l'occasion de donner la parole aux jeunes du Sahel, de faire entendre leurs recommandations sur le sujet, de renforcer leur résilience et conscience citoyenne.

Les différents débats, appuyés techniques et accompagnement dont les jeunes ont bénéficié durant tout le processus, leur ont permis d'accroître leur

compréhension et leurs connaissances sur le changement climatique, tout en renforçant leur engagement, comme acteurs de lutte contre le changement climatique. Les jeunes du Tchad ont formulé des recommandations à l'endroit des pouvoirs publics et des organisations internationales, dont l'UNICEF, mais aussi à leur propre endroit, pour « s'engager davantage dans les actions et initiatives de lutte contre le changement climatique ». Les responsables de l'UNICEF et les experts présents lors du débat du 20 novembre, ont prodigué des conseils aux jeunes, pour qu'ils s'engagent davantage dans les activités de réseautage, de plaidoyer ou aussi de participation aux prises de décisions concernant les politiques en matière de protection de l'environnement et de lutte contre les effets du changement climatique.

UNICEF TCHAD A UN NOUVEAU REPRESENTANT

Par Pascal Dohou Ferso



Le nouveau Représentant de l'UNICEF au Tchad, Jacques Boyer a présenté sa lettre d'accréditation dès son arrivé au Tchad à son Excellence M. Chérif Mahamat Zène, Ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Tchadiens de l'Etranger. Il a saisi cette occasion pour réaffirmer l'engagement de l'UNICEF à soutenir le Gouvernement dans ses efforts de promotion et de protection des droits de l'enfant au Tchad. Jacques Boyer a intégré l'UNICEF en 1989 comme Spécialiste de l'Information et de la Communication au Niger. Avant sa nomination en tant que Représentant de l'UNICEF au Tchad, il était Représentant de l'UNICEF au Cameroun depuis 2017. Il a ensuite rencontré plusieurs chefs de départements ministériels pour une prise de contact.



Le Tchad a prévalence du VIH est passée de 3.3% en 2015 à 1.1% en 2020

Par Nassir Bouchara

Plus de 80.000 personnes sous traitement antirétroviral

A l'instar des autres nations du monde, le Tchad a célébré la Journée mondiale de lutte contre le Sida le 1er décembre. Cette journée était placée sous le thème : « Mettre fin aux inégalités, mettre fin au SIDA, mettre fin aux pandémies », En effet, ce thème est révélateur car il a pour but d'éradiquer les inégalités qui alimentent l'épidémie de SIDA et d'autres pandémies dans le monde, à l'exemple du COVID-19. Dr Dekandji Francine souligne que la

menace du VIH plane toujours sur l'humanité, 40 ans après le signalement des premiers cas du Sida. Lutter contre les inégalités est essentiel d'une part, pour éradiquer le Sida et d'autre part, pour promouvoir les droits humains des populations clés et des personnes vivant avec le VIH, afin s'instaurer des sociétés mieux préparées pour vaincre également la pandémie du Covid-19 et d'autres pandémies émergentes, poursuit-elle

Un regard rétrospectif de riposte contre cette épidémie depuis 1986 que le ministère de la Santé a engagé relève que : la prévalence du VIH est passée de 3.3% en 2015 à 1.1% en 2020 ; les nouvelles infections et décès sont réduits respectivement de 31% et 47% entre 2010 et 2020, tandis que la stigmatisation et la discrimination envers le PVV sont réduites à de 42% entre 2013 et 2021. La tendance est restée constante depuis 10 ans pour les jeunes et adolescents, autour de 1.1%, clarifie Dekandji Francine.

Au total 80220 personnes sont sous traitement antirétroviral au Tchad. A cet égard, le ministère de la Santé publique envisage une collaboration avec le ministère de la Justice et celui de la Femme, pour la protection des droits humains et celle de la petite enfance, pour les victimes de stigmatisation et ou discrimination et aux violences basées sur le genre.

Enfin, la secrétaire générale adjointe du ministère de la santé publique a exhorté toute la population du Tchad, à commémorer avec faste la journée mondiale de lutte contre le SIDA, en souvenir aux victimes de la maladie du SIDA. Des campagnes de sensibilisation, de dépistage, de conférence débats ont été menées, à cet effet.

1^{er} DÉCEMBRE
JOURNÉE MONDIALE DE LUTTE
CONTRE LE SIDA

SE
FAIRE
DÉPISTER,
C'EST
PRENDRE SOIN
DE SON AVENIR !

Une table ronde pour le 3^{ème} Recensement de la population

Par Narcisse Matchoké



Le 5 novembre 2021, le gouvernement avec l'appui du Système des Nations Unies à travers l'UNFPA a organisé à l'hôtel Radisson Blu de N'Djaména, la table ronde de plaidoyer pour mobiliser des ressources en faveur du 3^{ème} Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH3).

En effet, il faut rappeler que la tenue de cette table ronde vient couronner un long travail abattu en amont à savoir l'élaboration des documents stratégiques notamment le document principal du projet RGPH3, le document de plaidoyer pour la mobilisation des ressources et celui de communication pour la mobilisation sociale. Tous ces documents ont été élaborés fin 2018 et validés lors d'un atelier de consultation des parties prenantes en janvier 2019. Les différents documents qui ont été élaborés ainsi que le budget ont été soumis pour examen et adoption par les différentes instances du RGPH3, à savoir la Commission Technique du Recensement (CTR) et la Commission Nationale de la Population (CNP). Le budget a été approuvé pour un montant de 40 888 182 000 (Quarante milliards huit cent quatre-vingt-huit millions cent quatre-vingt-deux mille) FCFA. Le Recensement Général de la Population et de l'Habitat est inscrit dans la feuille de route de la transition du Gouvernement pour un montant de trente-quatre milliards cinq cent neuf millions

quatre cent dix-huit mille huit cents francs (34.509.418.800F) XAF. A l'issue de cet événement, la création d'un fonds commun a été recommandée pour recevoir les contributions de tous les partenaires qui ont déclaré les contributions. La prochaine étape immédiate est la cartographie Test qui a lieu du 1^{er} au 31 Décembre 2021 avec l'appui technique et financier de l'UNFPA. La mobilisation des ressources pour le recensement est le principal défi, étant donné le déficit de financement et les contraintes du côté du gouvernement







NATIONS
UNIES
TCHAD



MEILLEURS VŒUX

أطيب التمنيات

BEST WISHES 2022

*Bonnes fêtes de fin d'année
&
Bonne et heureuse année
2022: Paix, Santé et
Prosperité !*

مع أطيب التمنيات بموسم الأعياد & كل عام
وانتم بخير بمناسبة العام 2022 نتمنى أن
يكون عام سلام وصحة وازدهار

*Best wishes for the
festive season,
&
for a Peaceful, Healthy
and Prosperous new Year
2022!*

Les Nations Unies au Tchad الأمم المتحدة في تشاد The United Nations in Chad

